

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 19 OCTOBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Préparation à la légère
- 2) Ce référendum soulève des questions
- 3) La gauche balayée en PACA
- 4) Mauvaise route...
- 5) Tout ça pour rien
- 6) Vrai ou faux ?
- 7) O.K. Boissy-Saint-Léger ?!...
- 8) La délicatesse de Sarko...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Fraudes au référendum : le PS va porter plainte, se défend de tout "fiasco"



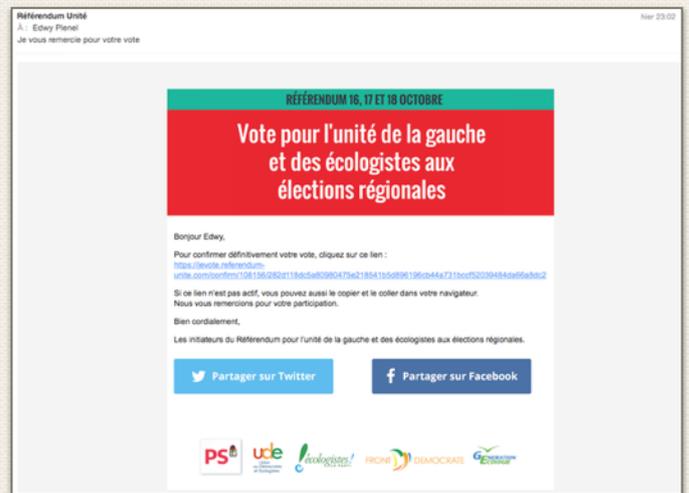
Jean-Christophe Cambadélis défend son initiative, ce samedi 17 octobre. (FRANCOIS GUILLOT / AFP)

Dès vendredi matin, "l'Obs" avait pointé du doigt à quel point le "référendum sur l'unité" de la gauche aux régionales était voué à échapper à tout contrôle : pas de liste d'émargement, pas de vérification d'identité, un scrutin en ligne si simple que chacun peut voter autant de fois qu'il le souhaite sans même changer d'adresse mail... Si le vote est d'ordre plus symbolique, les accusations de "bourrage d'urnes" qu'essuie la Haute autorité éthique (HAE) du PS font remonter à la mémoire, trois ans plus tard, comme un parfum de Cocoe.

La HAE a confirmé que de "nombreuses irrégularités", sans donner plus de précisions sur les chiffres, lui avaient été signalées, avec des "cas de fraudes malveillantes, manifestes et recensées dans le cadre du vote électronique". Ce samedi, à la veille des résultats, le PS a contre-attaqué en annonçant notamment son intention de porter plainte pour faux, usage de faux et usurpation d'identité à la suite des "incidents" autour du référendum. Une réaction qui fait suite à des plaintes multiples, notamment de responsables politiques de gauche.

#Edwy Plenel et Emmanuelle Cosse crient au "bourrage d'urnes"

La secrétaire nationale d'Europe Ecologie-LesVerts, Emmanuelle Cosse, qui avait fustigé l'organisation de ce référendum, s'est étonnée vendredi soir via Twitter d'avoir reçu un e-mail... suggérant qu'elle avait elle-même voté. Ce samedi matin, c'est le fondateur de Mediapart Edwy Plenel qui dénonçait lui aussi un "bourrage des urnes".



Edwy Plene @edwyplenel

Je n'ai pas voté au "référendum" du PS. Pourtant j'ai reçu hier un mail me remerciant de mon vote



Emmanuelle Cosse @emmacosse

Donc je viens de recevoir un mail de "referendum Unité" me remerciant pour mon vote !???Bourrage des urnes... Je le crains #foutagedegeule

Ou encore la 2ème vice-présidente de la région Bourgogne, Safia Otokoré... pourtant socialiste.



Safia Otokore @safiaotokore

@jccambadelis : reçu cet email, si vous m'avez fait voter alors q je n'ai pas participé je dépose plainte @franceinfo pic.twitter.com/Tfwzwwvh8

"Depuis que nous avons annoncé cette plainte, il n'y a plus de problème", promet à BFMTV le premier secrétaire du parti, Jean-Christophe Cambadélis. "Indépendamment des journalistes facétieux qui ont essayé de démontrer qu'il était possible de faire plusieurs votes, nous avons constaté hier qu'une petite dizaine de votes avaient usurpé des adresses email et des identités électroniques. »

Du coup, le PS "gardera un vote par adresse email, comme ça, il n'y aura pas de problème", ajoute-t-il.

Manuel Valls et les "plaisantins du net"

Venu voter samedi après-midi dans son fief d'Evry en Essonne, le Premier ministre Manuel Valls a lui aussi minimisé les incidents, assurant qu'il y a "toujours sur le net des plaisantins ou ceux qui sont mal intentionnés qui cherchent à détourner le vote".

"C'est un message d'unité et de rassemblement que nous adressons à la gauche, mais d'une manière plus générale à tous les Français, et je



m'en félicite", a insisté Manuel Valls, soulignant à nouveau le "risque de rupture représenté par l'extrême droite et par Nicolas Sarkozy".

Invité de France 3 Ile-de-France samedi midi, Claude Bartolone, tête de liste PS aux régionales en Ile-de-France, s'est pour sa part dit "persuadé" que le "référendum" serait "un véritable coup de clairon pour affaiblir l'abstention" et donner l'envie aux personnes de s'intéresser à leur région.

Annoncée en septembre par Jean-Christophe Cambadélis, la tenue de ce vote avait suscité la perplexité, voire l'hostilité chez une partie de la gauche, notamment EELV et le Front de gauche qui n'ont pas souhaité s'y joindre. Le chef de file des socialistes dit espérer la participation de 200.000 à 300.000 votants et se félicite qu'Emmanuelle Cosse et le patron du PCF Pierre Laurent aient indiqué être favorables à une union au second tour des régionales. Les résultats, dénués de tout suspense, seront quant à eux proclamés dimanche soir.

T.V.

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Trois questions sur le référendum du PS

Le Monde.fr Par Nicolas Chapuis



Lors du référendum organisé par le PS, à Anzin (Nord), le 16 octobre.
FRANCOIS LO PRESTI / AFP

« Même s'il a été vilipendé, ce référendum a placé le PS au centre des débats ! » Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du PS, tente de voir le verre à moitié plein lorsqu'il s'agit d'évoquer la votation organisée par les socialistes, du vendredi 16 au dimanche 18 octobre, pour demander au « peuple de gauche » s'il est favorable à l'unité des listes lors des élections régionales de décembre.

Et pour cause, l'initiative a pour l'instant surtout fait l'unité contre elle, en provoquant un concert de critiques tant dans la presse que parmi les élus ou les partenaires de gauche. Mais qu'importe, le premier secrétaire du PS reste persuadé que le référendum a fait bouger les lignes quant à l'alliance de second tour à laquelle les autres partis de gauche ne semblent pas aujourd'hui opposés.

Comment le référendum a-t-il été organisé ?

Annoncé lors du conseil national du PS du 19 septembre, le référendum a été monté en un mois. Quelque 2 500 bureaux de vote sont répartis sur le territoire, ouverts sur certains créneaux horaires, entre vendredi et dimanche. Le PS a surtout ciblé les marchés et les sorties de transports. « On a réussi à mettre tout le monde sur le pont », se félicite M. Cambadélis.

Sur le terrain, la réalité est plus disparate. Certaines fédérations ont joué le jeu, quand d'autres ont fait le service minimum, voire se sont abstenues pour deux d'entre elles (Nièvre et Jura). Beaucoup d'élus se sont plaints que cela perturbait leur organisation de campagne. On trouve ainsi plusieurs centaines de points de vote en Ile-de-France, contre seulement une vingtaine sur l'ensemble de la Bretagne. « C'est une initiative hâtive et malhabile », explique un grand élu breton pour justifier la faible mobilisation. Il est également possible de voter en ligne, sur un site dédié en laissant son adresse mail.

Le scrutin est-il transparent ?

Le vote sera surveillé par la haute autorité du PS qui aura un émissaire dans chaque département. Impossible en revanche de contrôler les 2 500 points de vote. Le résultat en faveur de l'unité ne fait aucun doute. Les opposants au PS ne devraient pas prendre part au vote pour ne pas cautionner l'initiative. En revanche, la participation sera le réel indicateur du succès ou non du référendum. « Ce n'est pas du tout dans

notre intérêt de tricher », jure, la main sur le cœur, un dirigeant du PS. Dès vendredi, plusieurs médias expliquaient avoir pu voter plusieurs fois sous de fausses identités, que ce soit sur Internet ou dans les bureaux de vote.

Jean-Christophe Cambadélis s'est livré à un petit jeu d'intox fin septembre sur les chiffres attendus de participation, espérant dans un premier temps 300 000 votants, avant de réviser ses estimations à la baisse à 200 000. « C'est le coup classique. Il sous-estime le chiffre pour pouvoir crier à la victoire quand ça fera plus », s'amuse un élu socialiste.

Et après ?

Le scrutin, quel que soit le nombre de participants, ne devrait pas faire bouger les lignes dimanche soir. Les partenaires de gauche ont clairement indiqué qu'ils partiraient en autonomie au premier tour et qu'ils se rallieraient au second, en fonction des scores de chacun. « Ils auraient dû organiser le scrutin seulement dans les deux régions où il y a un risque FN, parce que nous sur le terrain ça a plus énervé nos partenaires qu'autre chose », explique un candidat aux élections régionales. La participation au référendum sera en effet surtout intéressante dans les deux régions concernées, le Nord-Pas-de-Calais – Picardie et la Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En même temps qu'il annoncera les résultats, Jean-Christophe Cambadélis a prévu de lancer « une nouvelle initiative unitaire ». Il va également détailler dans la foulée des mesures nationales de programme qui seront valables dans toutes les régions comme la gratuité des transports scolaires ou le doublement des moyens pour les maisons de santé. La plupart des élus ont, eux, hâte que le week-end passe pour pouvoir reprendre le cours normal de la campagne.

Nicolas Chapuis Journaliste au service Politique

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Régionales en Paca : le FN donné en tête, la gauche balayée

Par LIBERATION



Marion Maréchal-Le Pen (ici à Marseille, le 5 septembre) est donnée favorite pour les régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Photo Anne-Christine Poujoulat.AFP

Si un sondage donne une courte avance à Marion Maréchal-Le Pen face à la droite, le candidat socialiste accuse un lourd retard dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La compétition est serrée mais c'est elle qui semble prendre un léger avantage. A huit semaines des élections régionales, la tête de liste du Front national en Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca), Marion Maréchal-Le Pen, est donnée en tête des intentions de vote par un sondage Odoxa pour le Parisien/BFM TV, publié dimanche. La députée du Vaucluse est créditée de 37 % au second tour, contre 34 % à la liste LR/UDI/Modem conduite par Christian Estrosi. Très loin devant celle de gauche de Christophe Castaner qui ne passe pas la barre symbolique des 30 % (29 %).

Le candidat PS, un inconnu pour 69% des sondés

Si l'écart entre Marion Maréchal-Le Pen et le député-maire de Nice reste dans la marge d'erreur statistique des sondages, il apparaît clairement que la liste conduite par le candidat socialiste est distancée. Dans cette région que la gauche a dirigée dix-sept ans, Christophe Castaner, élu des Alpes-de-Haute-Provence, le département le moins peuplé, peine à combler son déficit de notoriété : pour 69 % des personnes interrogées lors de l'enquête, le député-maire de Forcalquier est même un inconnu.

Outre la tentation des électeurs de vouloir sanctionner le gouvernement aux élections régionales, la tête de liste PS pâtit aussi des divisions de la gauche. Europe-Ecologie-les Verts a choisi de faire alliance avec le Front de gauche au premier tour. Selon le sondage, leur liste, conduite par l'écologiste Sophie Camard, recueille 10 %. A 18 %, le socialiste encaisse, lui, un retard de douze points sur son adversaire de droite (30 %) et de dix-sept points sur celle du FN. Pas de quoi redonner du baume au cœur à Jean-Christophe Cambadélis, qui organise ce week-end son référendum pour «l'unité de la gauche». Début octobre, le premier secrétaire du PS, en déplacement à Marseille, voulait encore y croire, balayant «les récits déjà racontés avant que l'événement ne se passe». Le patron des socialistes se consolait en rêvant d'un total des voix de gauche devant Estrosi et à touche-touche avec le FN, dont le score serait, selon lui, «surévalué» par les sondages.

Une victoire du FN serait «dramatique pour notre pays»

Curieusement, c'est le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, qui est tombé d'accord avec Jean-Christophe Cambadélis ce dimanche. Invité de Radio J, il a estimé «possible» une victoire finale de la gauche en Paca: «Quand vous prenez la totalité des voix de la gauche, vous vous rendez compte qu'elle peut arriver en tête au second tour». Pour le centriste, une victoire de Marion Maréchal-Le Pen serait «dramatique pour notre pays parce que ce ne serait pas une solution» mais «une impasse». «Il y a beaucoup de gens qui veulent le changement dans notre pays, mais s'ils votent pour le Front national, ils votent contre le changement», a-t-il asséné.

Reste que la gauche étant empêtrée dans ses querelles, c'est bien entre les candidats Les Républicains et Front national que l'affrontement se cristallise. Les personnes sondées ont répondu à l'institut Odoxa entre lundi et vendredi dernier, jour où Jean-Marie Le Pen a appelé ses soutiens à rallier la candidature de sa petite-fille. De toute façon, Marion Maréchal-Le Pen ne semblait pas souffrir des risques de dissidences à l'extrême droite. Même si certains élus proches de Jean-Marie Le Pen, critiques à l'égard de la ligne du FN, devraient se rapprocher plutôt de Jacques Bompard, la liste du député-maire d'Orange est créditée de 1 %. Au premier tour, Marion Maréchal-Le Pen caracole à 35 %. Quinze points de plus que lors des précédentes élections régionales de 2010.

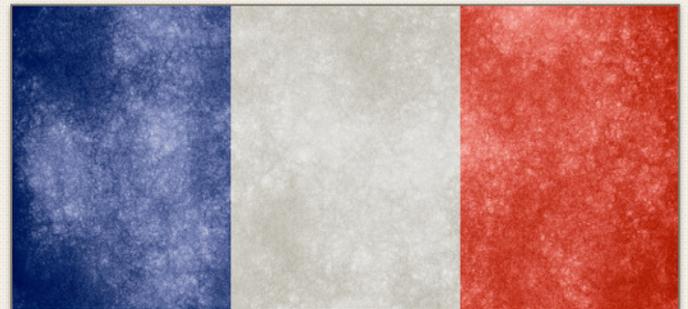
Le sondage a été réalisé auprès de 927 d'habitants de la région Paca interrogés par Internet du 12 au 16 octobre 2015, selon la notice du sondage. L'échantillon est constitué de personnes inscrites sur les listes électorales et représentatives des habitants de la région, âgée de 18 ans et plus. La représentativité est assurée par la méthode des quotas par sexe, âge, profession après stratification par département et catégorie d'agglomération.

LIBERATION



IV) La France se déchire alors qu'elle devrait recoudre

Eric Le Boucher



France Grunge Flags. Nicolas Raymond via Flickr CC License by.

La France modérée est en train de perdre la partie face à la France excédée. Ce qui domine aujourd'hui, c'est la tentation de tout déchirer, depuis les chemises des DRH jusqu'à «l'Europe allemande». Il faut au contraire recoudre.

Ne pas déchirer que les chemises des DRH. Ni même, par revanche, celles des syndicalistes et, plus largement, celles du dialogue social. Une France excédée veut tout déchirer. Le social archaïque, les partis politiques impuissants, les médias serviles, les intellectuels de la «pensée unique» et l'Europe, ah l'Europe, la responsable suprême! «L'Europe allemande». Tout bazarder, dire «ça suffit», «essayer autre chose», s'en remettre à l'extrémisme. Défoulement suicidaire? Tant pis! Au moins du neuf!

On l'observe jusque dans les librairies où le succès va aux essayistes qui hier eussent été rangés dans la catégorie de la philosophie de gare, comme on dit la littérature de gare. Aujourd'hui, ils trônent dans les émissions «de débat» parce qu'ils déchirent. Et les Français crédules d'être bombardés du mythe d'une France ô combien belle à l'époque des Trente Glorieuses, de l'ordre et du patriarcat.

La France raisonnable, celle qui croit dans un juste milieu, dans le compromis, dans le tâtonnement inévitable, la France chrétienne-démocrate, la France libérale-socialiste, la France modérée, est en train de perdre la partie. L'arrachement des chemises est dans l'air du temps. Dénoncé comme une violence inacceptable par les élites mais, au fond, pardonné, sinon revendiqué dans les rangs toujours grossis des excédés.

L'extrémisme ne naît pas du trop de réforme

«Le dialogue social est totalement en panne», explique Pierre Laurent, le secrétaire général du PCF, aux Echos. Voilà un constat définitif qui renvoie le gouvernement «à son échec», qui justifie qu'on ne serre pas la main du président de la République et qui, illico presto, passe en boucle à la télé. Combien est devenu dur de lui répliquer la banale et grise réalité: il se signe environ 35.000 accords d'entreprise chaque année, dont de nombreux par la CGT. Cette réalité du dialogue social quotidien, local, concret, ne compte pas. Les chemises déchirées et le radicalisme sont plus mode.

Ce qui est d'abord en panne, Monsieur Laurent, est sûrement le communisme français, depuis la chute du Mur, mais plus gravement la CGT. La première centrale nationale est en crise de stratégie, de recrutement et d'organisation. La faute du gouvernement n'est pas de la maltraiter mais tout, à l'inverse, de trop la préserver en son état de décomposition et de ne pas avoir poursuivi la réforme de la représentation syndicale en France engagée par Nicolas Sarkozy. Comme sur la plupart des autres sujets, le Parti socialiste est revenu au pouvoir sans avoir conduit aucune réflexion sur le dialogue social. Il s'accroche en martelant sa «nécessité», mais il a fallu attendre le rapport de Jean-Denis Combrexelle, remis le 9 septembre, pour qu'il envisage d'en admettre les criantes insuffisances et de réfléchir aux conditions de sa rénovation.

Quand on voit glisser une grande partie de

l'opinion vers la désespérance et une autre partie, comme le même Nicolas Sarkozy, vers le renvoi aux oubliettes des syndicats, il est bien temps. Encore une fois, l'extrémisme ne naît pas du trop de réforme, mais du pas assez. La France raisonnable perd la partie parce qu'elle ne s'est pas mise en mouvement. Le radicalisme des comportements est le résultat du manque de radicalisme des réformes. Le drame est général mais, pour rester sur le dialogue social, le rapport Combrexelle est réfléchi, raisonnable, c'est-à-dire excellent. Comme beaucoup des «rapports» écrits depuis vingt ans (Camdessus, Pébereau, Attali[1] ...) et qui sont eux aussi, illico presto, passés aux oubliettes.

Faible qualité de dialogue

La France sociale ne souffre pas d'une panne du dialogue mais de sa faible qualité. Les négociations sont convenues, rituelles, elles ne débouchent sur aucune modernisation en profondeur. La faute en revient à tous. A l'Etat qui pousse au dialogue depuis «quinze ans» et qui verbalise les entreprises qui s'y refusent, mais qui n'a jamais choisi entre les deux formes possibles d'avancée: la loi ou la négociation. Le Code du travail accumule les deux. Aux législateurs qui vont dans le même sens «politique» en refusant de lâcher le domaine du travail aux partenaires. Aux chefs des grandes entreprises parce que «de leur formation et de leur approche mondialisée, ils considèrent la négociation collective comme une particularité locale de la France à laquelle il faut satisfaire, mais sans y voir, à quelques exceptions notables près, un levier de compétitivité». Aux syndicats parce que, faute de recrutement, ils vieillissent, et parce que, justement, ils n'abandonnent pas le rêve des Trente Glorieuses «du grain à moudre» pour admettre que la négociation «peut être aussi un instrument adapté dans un contexte de crise économique et sociale».

Le rapport Combrexelle ne promet pas la lune. Il part de la conviction que le dialogue reste «un mode de régulation adapté à la diversité et à la complexité de nos relations sociales». Le condamner serait tomber «dans le désordre» ou laisser le pouvoir à des juges, mal formés à la compréhension de la réalité économique. Il fait des propositions pour l'immédiat en privilégiant le niveau des entreprises et demande d'engager une réflexion à l'horizon de quatre ans pour remettre à plat les relations sociales dans le pays.

Pas de déchirement du Code du travail, pas de

solution miracle. La modernisation sociale du pays passe par mille simplifications de lois, de règlements, par des mesures de formation et d'accompagnement mais, surtout, par un changement de culture des partenaires en une confiance réciproque retrouvée. Bref, tout l'inverse du déchirement: un cheminement humble et pragmatique mais une volonté renouvelée d'une France qui doit rester sociale. On ne déchire pas, on recoud.

1 — Eric Le Boucher et Jacques Attali sont tous deux cofondateurs de Slate.fr. Eric Le Boucher était membre de la Commission pour la libération de la croissance française, présidée par Jacques Attali.

Eric le Boucher



V) "Référendum" du PS: quel que soit le résultat, un coup pour rien?

Par Stéphanie LEROUGE



Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, le 16 octobre 2015 vote à Paris au "référendum" sur l'unité de la gauche et des écologistes en vue des régionales

Le PS proclamera ce dimanche soir les premiers résultats de son "référendum" sur l'unité de la gauche aux régionales de décembre, mais le bilan s'annonce...

Le PS proclamera ce dimanche soir les premiers résultats de son "référendum" sur l'unité de la gauche aux régionales de décembre, mais le bilan s'annonce d'ores et déjà plus que mitigé, entre soupçons de "bourrage" d'urnes et participation limitée.

Le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis avait déjà peiné à convaincre de l'utilité d'une consultation en faveur de l'unité du PS et des écologistes face au danger du FN, alors que le rassemblement ne fait guère de doute au second tour; il a dû affronter depuis vendredi une avalanche de railleries et de soupçons sur la fiabilité de cette consultation.

Dès vendredi, à l'ouverture du vote sur internet et dans les urnes, des journalistes avaient mis en lumière les failles d'une consultation très peu sécurisée (pas de contrôle de l'identité des votants, pas de code confidentiel...) en votant par exemple dix fois avec des adresses mails différentes.

Des blagueurs se sont également amusés à faire voter... la secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) Emmanuelle Cosse, ou le journaliste Edwy Plenel, qui ont dénoncé sur Twitter un "bourrage des urnes", voire un "foutage de gueule".

Le PS a répliqué en annonçant samedi une plainte contre X pour "faux et usage de faux" et "usurpation d'identité", plainte qui sera déposée après la fin du vote, a précisé dimanche un porte-parole.

Vendredi, la rue de Solférino avait rappelé que la consultation était fondée avant tout sur la "confiance", à l'instar d'une pétition ou d'une votation citoyenne.

Sur le terrain, la Haute autorité éthique (HAE) du PS ne dispose que de 68 relais censés contrôler 2.500 points de vote, dont la mission "prioritaire" sera de vérifier le respect des recommandations de la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés).

Le Premier ministre Manuel Valls, qui a voté samedi à Evry, est venu à la rescousse du premier secrétaire. "Il y a toujours sur le net des plaisantins ou ceux qui sont mal intentionnés qui cherchent à détourner le vote", a-t-il reconnu, avant d'indiquer avoir "toute confiance dans les capacités de Jean-Christophe Cambadélis à bien organiser ce vote".

"Nouvelle initiative" -

Pendant tout le week-end, les fédérations ont organisé aux quatre coins du territoire des opérations de vote physique, à l'exception notable de douze d'entre elles: Ain, Charente, Corse du Sud, Côte-d'Armor, Creuse, Finistère, Ile-et-Vilaine, Landes, Meuse, Nièvre, Somme, Tarn-et-Garonne.

Décrié par la gauche de la gauche, qui y a vu "politicaillerie" et "comedia dell'arte", le scrutin n'a pas convaincu dans les rangs mêmes du PS. "La moitié du PS nous a tapé dessus, toute la presse vomit notre référendum", soupirait jeudi un responsable.

"Ce référendum est à la fois une pantalonnade et un chantage", a ironisé Jean-Christophe Lagarde (UDI).

Dimanche dans la soirée, Jean-Christophe Cambadélis annoncera à la presse de premiers résultats de la consultation, les chiffres définitifs étant publiés les jours suivants par la HAE.

Le principal enjeu sera le nombre de votants, pour autant que le chiffre puisse être pris au sérieux: M. Cambadélis, qui avait donné dans un premier temps le chiffre de 300.000 votants, tablait plutôt lundi sur 200.000.

L'objectif sera sans doute aussi pour le premier secrétaire de passer à l'étape suivante. Vendredi, il a promis "une nouvelle initiative" en faveur de "l'unité" dès dimanche soir.

Un autre responsable du PS a annoncé qu'une dizaine de "mesures précises, par grandes thématiques" seraient annoncées au bureau national lundi, des mesures qui pourraient s'appliquer dans toutes les régions.

Le premier secrétaire aura en tout cas fort à faire pour recoller les morceaux avec des écologistes qui n'ont guère apprécié d'être "stigmatisés" et accusés par avance d'une -probable- déroute aux régionales des 6 et 13 décembre.

"Le chantage au rassemblement crée (...) de la division", avait prévenu lundi Mme Cosse dans une lettre ouverte à M. Cambadélis.

VI) Référendum du PS. « Il y a eu plus de 250 000 votants » selon Cambadélis



Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du PS. | AFP

Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du Parti Socialiste, a dressé ce dimanche soir un premier bilan partiel du « référendum » du PS : « un succès », selon lui.

« En moins de 3 semaines, affiches, flyers, site dédié... L'initiative a été médiatisée tout le week-end », a notamment lancé Cambadélis. Qui ajoutait : « Nous avons eu de la visibilité et de la lisibilité sur le contenu de l'action, c'est à dire notre volonté d'unité ».

« Il y a eu plus de 250 000 votants » selon Cambadélis.



LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Un management toujours à la hussarde !



94citoyens.com

Le maire de Boissy Saint Léger se fait encore remarquer en conseil municipal après ses derniers déboires avec certains de ses élus.

dont le contrat se terminait -- parce qu'elle était venue chercher des affaires dans la mairie un samedi, alors qu'elle était en arrêt maladie. « *Il s'agit de documents de la commune* », justifiait-il jeudi. Il a refusé hier de commenter l'annulation du conseil, précisant que seuls « *13 élus sur 33* » s'étaient présentés et que la séance serait donc reconvoquée.

Des élus veulent la démission du maire après sa plainte contre cette directrice financière de

« *Nous ne pouvons pas cautionner de tels agissements. Pour manifester notre soutien, nous ne siégerons pas* », a-t-il justifié, appelant le maire à « *prendre ses responsabilités* ». « *Ce ne sont pas des méthodes, c'est humiliant* », a-t-il poursuivi en marge du rassemblement. D'autres élus de la majorité ont même souhaité voir le maire démissionner pour « *ne pas avoir réglé ce problème en interne* ».

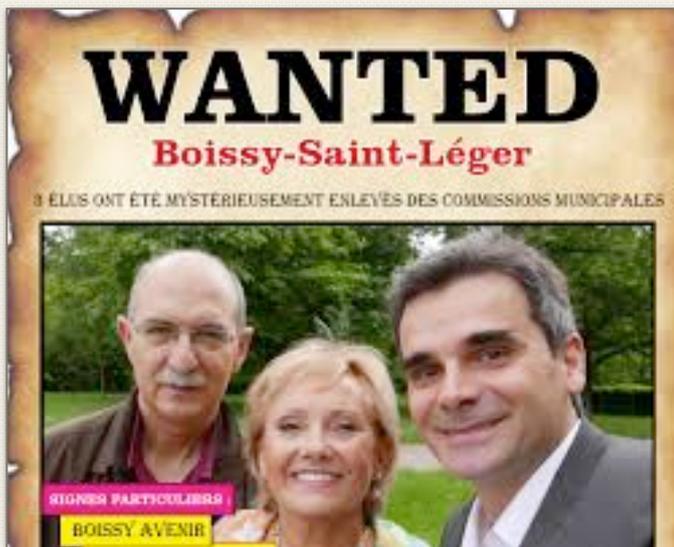
RAPPEL :

D'une part, à Boissy-Saint-Léger deux élus de la majorité municipale socialiste ont été exclus la commission fédérale des conflits, de même que plusieurs militants des sections de L'Haÿ-les-Roses et Fresnes, lors des dernières élections départementales (leparisien.fr).

D'autre part, Régis Charbonnier a récemment déposé plainte contre la responsable financière --

A en croire les témoignages, Régis Charbonnier maire de Boissy-Saint-Léger (Val-de-Marne),

n'est pas des plus respectueux envers son personnel.



94citoyens.com

Son **management à la hussarde** qui date depuis un certain temps, fait fi du respect des personnes et du droit du travail, s'ajoute certainement, même sûrement des humiliations, des manipulations d'esprits, mais aussi une obéissance contrainte, stricte et aveugle, cela aux risques du personnel de se sentir fragiliser, de démissionner de son poste ou se retrouver en arrêt maladie pour dépression et autres...

Et au pire des cas, devoir se retrouver par la force des choses au placard pour un certain temps et/ou un temps certain...

Pour un maire socialiste cette attitude est surprenante, comparable à une gestion d'une mairie par le Front national !!...

DÉBATS CENSURÉS à BOISSY-SAINT-LEGER Conseil du 21 sept 2015

Septembre 2015, le Maire PS de Boissy-Saint-Léger fait voter la CENSURE des débats dans les PV de conseils Municipaux... un bel exemple de transparence démocratique ! Voir la vidéo.

<https://youtu.be/gkMFLSf1Ovk>

Elsa Marnette – Leparisien.fr
Tanguy Duteil lapresseenrevue.eu

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) Sarkozy à Reynié : «Soit vous acceptez, soit vous dégagez!»

Par LIBERATION



Dominique Reynié et Nicolas Sarkozy le 8 octobre à Béziers. Photo Sylvain Thomas.AFP

Quand Reynié menace de claquer la porte, Sarkozy ne le retient pas

Injustement étouffées par la tonitruante affaire Morano, les aventures de Dominique Reynié, politologue en immersion dans la vraie vie politique, méritent, elles aussi, d'être racontées. Mercredi 7 octobre, après avoir viré la défenseure de la «race blanche» de la liste LR dans le grand Est, la commission d'investiture du parti (CNI) devait valider la liste conduite par l'ex-patron de la Fondapol en Midi-Languedoc. Ce fut, selon plusieurs participants, un grand moment de convivialité. Reynié avait cru pouvoir négocier dans son coin avec les centristes de sa région, ce qui avait fortement déplu aux cadres locaux de LR qui s'estimaient trop mal servis. Exaspéré, Sarkozy a recadré sa tête de liste, lui demandant de revoir sa copie. Mais cette fois, en respectant les équilibres qui relèvent de son seul arbitrage. Vexé, Reynié s'est cabré : n'est-ce pas lui le futur président de région ? N'est-il donc pas normal qu'il ait son mot à dire ? Si on lui déniait ce droit, Reynié menaçait de lâcher l'affaire. C'est alors que Sarkozy aurait explosé : «Soit vous acceptez, soit vous dégagez !» Et Reynié s'est levé... avant de se rasseoir, tiré vers sa chaise par son voisin, le député LR Yves Censi.

Le (très) grand appétit régional de Placé

Après avoir quitté Europe Ecologie-les Verts, Jean-Vincent Placé a fait monter très haut les enchères avec les socialistes. Le sénateur a réclamé pas moins de 26 places pour ses ouailles

sur les futures listes de Claude Bartolone. Après négociations et mûre réflexion, son mouvement Ecologistes ! disposera d'une place par département, soit huit en tout.

Des bouquetins dans les salons présidentiels

La cause des bouquetins haut-savoyards a frayé son chemin jusqu'à l'Elysée la semaine dernière. Sans attendre la décision du tribunal de Grenoble, programmée pour le lundi 19 octobre, le préfet de Haute-Savoie avait décidé de lancer l'abattage d'un troupeau de plusieurs centaines d'animaux évoluant dans le massif du Bargy, près du Grand-Bornand. Motif : certains représentants de cette espèce protégée depuis 1981 sont atteints de brucellose et posent un risque sanitaire pour les troupeaux de vaches alentours. Environ 70 bêtes ont été tuées par balles, depuis des hélicoptères. «C'était Apocalypse Now dans nos montagnes», se désole un militant. «Un massacre», selon les ONG de défense de l'environnement, qui contestent le fait que 40% du cheptel serait atteint et défendent d'autres solutions comme la capture des bouquetins pour les tester avant de les éliminer. Relayant le message des ONG locales, la Fondation Nicolas Hulot a alerté la ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal dès jeudi. De son côté très sensible à la cause animale, Sylvie Rocard a profité de la cérémonie à l'Elysée en l'honneur de son mari, vendredi soir, pour en toucher un mot à François Hollande. Renseignements pris, Ségolène Royal avait pris sa décision avant ce coup de pouce mondain : la FNH a eu la confirmation que l'opération d'abattage allait être suspendue dès le vendredi midi.

La timbale (parlementaire) de janvier

Qui décrochera l'honneur de défendre le premier texte de loi dans l'hémicycle de 2016, début janvier ? Apparemment, l'exécutif a fait la même promesse à deux membres du gouvernement : Axelle Lemaire et son projet de loi sur le numérique ou Myriam El Khomri, qui a la tâche délicate de rédiger une loi sur le dialogue social. Référendum : les écologistes hollandais auront leur urne

A gauche, le calendrier est chargé ce week-end. D'un côté, le PS organise un référendum pour l'union de la gauche. De l'autre, c'est le lancement de l'Union des démocrates et écologistes (UDE) : la nouvelle maisonnette de Jean-Vincent Placé, François de Rugy et Jean-Luc Bennahmias. Cette nouvelle formation soutient la politique du gouvernement et le PS

contrairement à la plupart des forces de gauche. Une preuve de cet amour ? Samedi, lors du lancement de l'UDE, il y aura une urne pour approuver ou non l'union de la gauche espérée par le PS. Le tout sous le regard du premier secrétaire socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, qui sera installé au premier rang.



A Suivre... La Presse en Revue

